

La démocratie est-elle encore démocratique

Posted on 7 janvier 2019 by Patrick Rouillier

Il y a peu de temps (après les émeutes de banlieue) on stigmatisait les « racailles », ces gamins sans éducation qui ne pensaient qu'à détruire, brûler les voitures, caillasser les flics, racketter les populations et imposer leur domination dans des zones de « non droit ». On a même presque fait l'éloge des « dealers » qui pour préserver leur business s'efforçaient de conserver une certaine paix sociale (comme le font les dirigeants de pays développés en arrosant les dirigeants Africains ou autres pour qu'ils conservent leur pays en paix – par tous les moyens- et permettent ainsi l'exploitation tranquille des richesses minières ou pétrolières)

Puis est venu le tour des « zadistes », pseudo écolo anarcho gauchiste qui prétendaient imposer leur loi sur « leur territoire » et s'opposer à des décisions prises par l'unanimité de nos représentants. Barricades, bagarres de rue, et caillassage de flics.

Viennent maintenant les « gilets jaunes », autre groupe informel et protéiforme qui décide de bloquer la circulation, l'accès à des zones commerciales, aux autoroutes, et s'autorise à piller, saccager, ... et bien sûr, c'est un incontournable caillassage de flics.

Mélenchon a bien sûr soutenu les « gilets jaunes » et les « zadistes », mais pas les « racailles » ... quand même ces arabes pourraient se tenir à leur place.

Dans ces trois mouvements, beaucoup de points communs, la difficulté à s'intégrer dans un système social très inégalitaire (même si la France est l'un des pays les moins inégalitaires dans le monde) entraînant une sorte de déserrance sociale, et bien évidemment la forme d'action, commandos guérilla, paralysie de l'activité, destructions des biens, et échauffourées avec la police. Les « gilets jaunes » ont largement dépassés la « racaille » et les « zadistes » dans l'exercice de la violence.

Mais le trait le plus marquant est le rejet des institutions. Ces groupes étant minoritaires dans le pays (et totalement incapable de s'unir) les institutions démocratiques ne leur permettront jamais d'imposer leurs idées. La tentation est grande de dénier toute démocratie et de choisir la voie de la force, la loi du plus fort pour atteindre leurs buts. (rappelons que la démarche de Daech est fondée sur les mêmes principes). Alors bien sûr se pose le problème de notre démocratie. Et pourtant tous ces groupes se réclament de la démocratie !

La démocratie est littéralement le « gouvernement par le peuple » ce qui en l'absence d'institutions représentatives peut confiner à l'anarchie. Pour éviter cette dérive on a pris l'habitude d'appeler démocratie un système politique dans lequel chacun peut exprimer ses volontés et dont les décisions sont prises à la majorité. Petit à petit avec « l'Ubérisation » de notre espace publique l'idée s'est faite que la démocratie était un système politique où chacun pouvait exprimer ses volontés et où chacun était en droit de les voir se réaliser. En ce sens la démocratie avec son choix majoritaire est largement décriée, ce choix majoritaire étant considéré comme un autoritarisme totalitaire. On voit constamment des décisions démocratiques (c'est à dire prise par une majorité dans des instances représentatives) remises en cause, souvent de façon violente, par des groupes minoritaires. Un exemple très significatif est celui du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-landes (sans aborder le problème du bien-fondé ou non du projet) adopté par toutes les instances représentatives, confirmé par l'institution judiciaire, puis par un référendum populaire, remis en cause par une minorité active reniant tout processus démocratique au nom de la sacro-sainte démocratie.

La nouvelle vision de la démocratie sera une démocratie directe (sans passage par des corps intermédiaires représentatifs) où chacun pourra s'exprimer en son nom propre. Outre la complexité technique de cette prise de décision (Athènes avait 250.000 habitants dont seulement 40.000 votants, alors que la France compte 43.000.000 d'électeurs) due au fait que l'on prend en France des milliers et des milliers de décisions législatives ou administratives par an, elle ne résout nullement le problème de la non reconnaissance du choix majoritaire.

Le problème de notre démocratie n'est pas facile à traiter. Peu de gens reconnaissent la démocratie et chacun veut « sa démocratie ». Ce phénomène d'« Ubérisation » des volontés pose problème en tous les domaines. Chacun veut être maître de son destin et responsable de ses décisions, chacun veut être son propre patron, et pourtant en cas de difficultés chacun se retourne vers l'état, vers la solidarité collective. On veut les avantages de la société sans en subir les contraintes.

C'est une équation que sociologues et économistes auront bien du mal à résoudre !

Une des solutions possibles sera une décentralisation efficace en donnant aux régions une véritable autonomie (sans oublier l'état central responsable des décisions régaliennes). La France compte 13 régions métropolitaines et 5 régions d'outre-mer, la régionaliser sous forme fédérale pourrait largement alléger le problème de la décision avec dans chaque région un corps électoral plus homogène, des centres de décisions plus proches des citoyens donc un meilleur sentiment d'implication dans la gestion.

Au fond nos concitoyens ne veulent plus du « Jacobinisme » issu de la révolution Française, avec ce paradoxe qu'ils craignent que la décentralisation ne conduise à une inévitable distorsion inégalitaire entre les régions. Ils sont farouchement contre le « Jacobinisme » mais contre une décentralisation ou plutôt contre ses effets : « Et si les autres obtenaient plus que moi ! »

Décentraliser c'est accepter qu'une région ai de meilleurs services publiques au prix d'une imposition plus élevée, c'est accepter que l'éducation régionale (ex nationale) favorise plus les formations orientées vers le tourisme dans certaines régions alors que les formations scientifiques seront privilégiés dans une autre. On ne peut pas décentraliser et garder l'esprit Jacobin. On ne peut pas être libre et indépendant et vouloir en même temps être comme les autres. La liberté a un prix qu'il faut être prêt à payer.